Synergies Roumanie n° 13 - 2018 p. 213-221

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

L'initiative « la Ceinture et la Route » dans L'Europe Orientale

Ana Pantea
Universite Babes-Bolyai, Roumanie
anapantea@yahoo.co

Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser l'Initiative route et ceinture et sa relevance pour l'Europe, avec un accent particulier sur la Roumanie. La politique consacrée de Xi Jinping a évolué considérablement au cours des trois dernières années, vers un outil complexe pour la réalisation des moyens économiques et politiques pour la Chine. À ce titre, l'article décrit les principaux objectifs de la politique et la réponse roumaine à ces objectifs, d'un point de vue critique.

Mots-clés : Chine, Initiative-Ceinture-Route (ICR), Europe Orientale, Roumanie

"The One Belt, One Road Initiative" in Eastern Europe

Abstract

The goal of the present paper is to analyse the Belt and Road Initiative and its relevance for Eastern Europe, with a special focus on Romania. The signature policy of Xi Jinping has evolved considerably, in the last three years, into a complex tool for achieving economic and political means for China. As such, the paper depicts the main objectives of the policy and the Romanian response to them from a critical standpoint.

Keywords: China, Belt-Road Initiative (BRI), Eastern Europe, Romania

Introduction à cette initiative

L'initiative « la Ceinture et la Route » (Bērziņa-Čerenkova, 2016), articulée par le président Xi Jinping, a été entamée en 2013 sous le nom One Belt One Road (la Ceinture et la Route) (Maximilian Mayer, 2018 : 2). Cette stratégie de développement représente beaucoup plus qu'une "connexion physique" (Jinchen Tian, 2016 : 1), puisqu'elle vise à mettre en place une plateforme pour une vaste coopération dans le développement économique, le commerce, la collaboration financière, les projets sociaux et culturels, ainsi que les attributions procédurales (Tian, 2016 : 1). Il est essentiel de prendre note de l'importance géopolitique et

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)

stratégique, puisque l'ICR n'impacte seulement la Chine, mais aussi le reste du monde. En accord avec plusieurs points de vue similaires des spécialistes, l'ICR correspond à une position de leadership et à un dynamisme sophistiqué, sans vraiment déranger l'ordre établi.

En 2015, trois grandes institutions (c'est-à-dire la Commission nationale pour le développement et la réforme, le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère du Commerce de la République populaire de Chine) ont délivré « un document officiel décrivant pour la première fois en détail les mesures et les objectifs de l'Initiative la Ceinture et la Route » (Maye, 2018 : 5). Ceux-ci sont identifiés et classés en cinq composantes différentes, dont trois abordent les aspects économiques et les autres deux se réfèrent aux segments stratégiques (Maye, 2018 : 9). Par conséquent, il est révélateur d'exprimer le fait que ce « projet grandiose » (Góralczyk, 2017 : 155) représente en essence un retour des divers pratiques commerciales qui vont de pair avec le désir de la Chine de « refaire le monde - à travers l'Initiative la Ceinture et la Route et un nouveau type de relations internationales, en particulier - en une communauté globale à une destinée commune » (Xie Tao, 2017). L'impératif primordial de « la politique externe la plus ambitieuse adoptée jusqu'à présent par la Chine... est d'intégrer tous les pays d'Eurasie. » (Mayer, 2018 : 2).

Inspirée par l'ancienne Route de la soie, l'Initiative la Ceinture et la Route est basée sur l'empirisme parce qu'elle « suit les mêmes principes [...] et préserve donc l'héritage d'une nouvelle manière » (Yu Cheng, 2018: 1). Le même document délivré par le gouvernement chinois stipule :

> *Pendant des millénaires, l'esprit de la Route de la soie - « paix et prospérité, ouverture et caractère inclusif, apprentissage mutuel et bénéfices réciproques » a été transmis de génération en génération, promu le progrès de la civilisation humaine et contribué en grande partie à la prospérité et au développement des pays situés le long de la Route de la soie. Symbole de communication et de coopération entre l'Est et l'Ouest, l'esprit de la Route de la soie est un héritage historique et culturel partagé par tous les pays à travers le monde* (Government of the People's Republic of China, 2015).

Par ailleurs, il est important de noter que l'ICR a été « formulée selon les principes de discussion commune, de co-construction et de co-partage » (Zuokui Liu, 2018 : 29).

La complexité de l'ICR relève d'un mélange d'affaires internes et externes. Son caractère pluridimensionnel pourrait être décrit, de mon point de vue, à travers les éléments suivants. En premier lieu, en 2014, le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, a révélé que l'ICR était la saga de la présidence de Xi. L'ICR pourrait

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)

devenir le catalyseur qui ait le pouvoir d'apporter « une amélioration à long terme des relations entre la Chine et l'Europe » (Ferdinand, 2018 : 22). En second lieu, on a déjà établi des analogies entre l'ICR et le réputé Plan Marshall (américain) (Mayer, 2018 : 7), qui fournissent des avantages financiers généralisés au projet en soi, ainsi qu'un certain degré de pression. En troisième lieu, une catégorisation officielle indéterminée du projet est toujours en place (Mayer, 2018 : 7-8). En quatrième lieu, il existe une insuffisance générique - peut-être même un manque - de connaissance concernant l'ICR (Mayer, 2018 : 3). En cinquième lieu, l'ICR intègre des « éléments superposés » (Peter Ferdinand,18) d'infrastructure qui devraient indiquer « des routes ferroviaires, des autoroutes, des installations portuaires, des gazoducs et des oléoducs transcontinentales mis à jour et développés » (Ferdinand, 2006 : 18). En dernier lieu, le fait qu'une soixantaine de pays sont censés faire partie de ce projet, dans une période multipolaire sans précédent.

Ce sixième argument énoncé ci-dessus doit être perçu comme le fundamenta inconcussa de ce travail. Dans une perspective plus vaste, lorsque l'on discute l'ICR et les deux éléments faisant partie de la discussion, il est important de soulever deux grandes questions : Comment est-ce que la Chine réussira à maintenir le rythme étant donnée la participation d'autres blocs économiques et politiques ? Quelle est la stratégie de la Chine dans ses efforts de maximiser ses gains et ses bénéfices dans ses tentatives d'amener des pays à s'engager pleinement concernant l'ICR? Dans une perspective plus restreinte, j'estime qu'il existe une division dans ce contexte. Des pays moins bien lotis, comme le Pakistan, par exemple, ont exprimé aveuglement leur dévouement envers l'ICR. Inter alia, ceci est explicable à travers le prisme des relations bilatérales historiques, à la concurrence entre le Pakistan et d'autres acteurs institutionnels dans la région et à l'aide accordée de façon dispersée, voire irrégulière par des pays occidentaux. Tout de même, la vraie fonction de l'ICR ne concerne pas les cibles et partenaires asiatiques ou africains de la Chine, mais les acteurs européens dont les pays représentent la destination finale de l'ICR.

Sans aucun doute, l'ICR représente « une excellente opportunité » (Góralczyk, 2017 : 154) pour l'Europe, même si, depuis qu'elle a été lancée, elle a été reçue avec réserve et les réactions qu'elle a suscitées ont été décrites comme « peu enthousiastes ». L'idée que l'ICR a été rejetée dès sa phase initiale est discutable, mais il est particulièrement important de mentionner le fait que les Européens ont montré effectivement des sentiments mitigés envers l'initiative. Une des raisons pourrait être le fait que l'Europe ait vécu, pendant la dernière décennie, des défis, sinon des difficultés économiques, politiques et sociales, alors que les mécanismes supranationaux et intergouvernementaux de Bruxelles sont ralentis par la bureaucratie. En outre, « la pression des États-Unis... et les soucis que la banque

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)

soutenue par la Chine risque de ne pas maintenir des standards élevés pour la bonne gouvernance ou pour la protection environnementale et sociale » (Lai Suetyi) pourrait représenter d'autres raisons pour justifier cette réserve. Néanmoins, la Chine n'a pas articulé de manière suffisamment compréhensible, dès le début, ses déclarations censées clarifier les aspects de l'ICR.

En dépit des idées existantes concernant la réaction de l'Europe face à l'ICR, en 2014, le président Xi a poussé « les relations bilatérales entre la Chine et les institutions de l'UE » par le biais d'un partenariat dont le but est de renforcer et de faire avancer la coopération « à un nouveau niveau » (Mayer, 2018 : 162). Après tout, « la Chine et l'UE ne sont pas des concurrentes - au contraire, elles sont très complémentaires » (Idem). Une fois que Pékin a énoncé les objectifs deux années auparavant, ces aspects économiques et segments stratégiques visant l'ICR, la position de l'Europe a commencé à changer. De différents États membres de l'UE ont rejoint la BAII (Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures), la coopération sous le format 16+1 a augmenté, tandis que d'autres stratégies de la politique étrangère chinoise, telles que la Diplomatie du panda, viennent compléter le tableau. Il est crucial, cependant, de garder à l'esprit que le mécanisme politique européen et le spectre socio-économique de l'Europe renforcent un conglomérat tout particulier. À Bruxelles, le processus de prise de décisions et, finalement, les procédures de prise de décisions sont plus longues du point de vue des ressources et de la gestion du temps. En effet, faire converger 28 intérêts dans un seul et le déclarer sans équivoque au monde, cela relève du défi. Cela requiert de la patience et, étant donné que « la politique étrangère chinoise a passé d'une prudence à des « rêveries optimistes » (Ferdinand, 2018 : 23), il est devenu peut-être difficile de tempérer l'envol de l'ICR.

Au sein de l'UE, les avis concernant l'ICR sont partagés. Au niveau représentatif, on remarque l'incohérence de la coordination et de la communication. En plus de ça, la concurrence entre les États membres qui pourraient remporter la Chine et ceux qui pourraient potentiellement réduire en partie le déficit commercial entre l'UE et la Chine sont d'autres réalités qui impactent l'ICR. Sans aucun doute, « une demande pour une ouverture réciproque a fait son entrée dans les déclarations de la politique européenne concernant la Chine... Ceci n'est pas un virage vers le protectionnisme. L'Europe cherche l'engagement plutôt que la confrontation... » (Godement, Vasselier, 2017 : 17). Dans un cas comme dans l'autre, « la Chine pourrait tirer profit d'une Europe divisée, puisque le Brexit et l'appétit européen pour les investissements chinois renforceront sûrement les pouvoirs de négociation de Pékin... mais le succès de *la Ceinture et la Route* dépend largement de la capacité des participants de gérer des projets multilatéraux »(Goulard, March 7, 2017).

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)

En examinant minutieusement les exemples offerts par la littérature spécialisée, il est crucial de mentionner que « Berlin a été une des premières capitales européennes - sinon la première - à soutenir formellement l'initiative » (Röhr, 2018 : 227). Un argument à l'appui de cette hypothèse serait que l'Allemagne est demeurée puissante à travers la crise financière, constante dans sa position de leadership et engagée à la maturité politique. Dans une perspective intrinsèque, les cadres bilatéraux et multilatéraux deviennent difficiles à distinguer étant donné la multitude des initiatives et des ambitions. Au début de l'année 2017, « le président de la République italienne, Sergio Mattarella, et le premier ministre français, Bernard Cazeneuve, ont effectué des visites officielles en Chine...où les deux pays ont présenté leur capital pour l'achèvement de la nouvelle Route de la soie... » (Goulard, 2017 : 2). En plus, la Grèce et le Portugal sont également, apparemment, au centre des débats, étant donnés les investissements considérables obtenus dernièrement.

Alors que la partie Ouest de l'UE affiche de la fierté et fait toutes sortes de déclarations, leurs homologues de l'Est laissent l'impression d'avoir en quelque sorte déjà réussi à établir les grandes lignes de l'approche de la Chine per se. Dans cette équation, l'Europe Centrale et Orientale (ECO) devient donc l'avant-garde des perspectives européennes de l'ICR. Dans une autre optique, le format 16+1 a ouvert la voie à une approche en tête à tête des relations sino-européennes. Onze sur les seize acteurs qui font partie de ce format sont des États membres de l'UE. Par conséquent, quelques spécialistes pensent que le désir de la Chine et de diviser et de régner. Néanmoins, je ne partage pas cet avis. Dans cette conjecture, l'ECO est en fait dans la position la plus favorable. Après tout, le format 16+1 a le potentiel de renforcer la région au sein de l'UE, et des concepts similaires sont apparus, tels que l'Initiative des trois mers, qui indique qu'une attention particulière accordée à la région est acclimatées. Une position similaire est exprimée par Iulia Monica Oehler-Șincai et Liu Minru : « l'intention de la Chine n'est pas de créer un effet « divide et impera », mais « de bénéficier des opportunités déjà existantes dans le réseau régional » (Oehler-Șincai, Liu Minru, 2018: 171). Compte tenu du fait que l'adhésion de l'ECO à l'UE dure depuis une décennie à peu près, la plupart des pays de la région cherchent à avoir plus de poids dans la politique européenne. Ces pays pourraient également garder des tendances bilatérales étant donne le fait que leurs homologues européens doutent de leurs capacités. De mon point de vue, un cas particulier de leadership au sein de l'ECO par rapport à l'ICR est celui de la Hongrie, de la Pologne et de la Serbie. Je considérerais ce trio comme ayant le plus de succès dans l'approche de la Chine dans la région, en témoignant de l'initiative, de la cordialité et du pragmatisme.

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)

Évaluation de la Position de la Roumanie au Sein de L'ICR

Lorsque l'on évalue la position concrète de la Roumanie en ce qui concerne l'ICR, il est important de faire ressortir que les réactions ont été en grande partie similaires aux réactions européennes et qu'aucune « analyse approfondie » n'a été fournie « avant la fin de l'année 2016 ». Par tous les moyens,

> *Les intérêts de la Roumanie dans le format 16+1 et, implicitement, dans l'ICR s'articulent autour des domaines tels que l'énergie, l'agriculture, l'infrastructure, les communications, l'informatique et le tourisme, mais aussi dans d'autres domaines où des projets viables sont identifiés. Les autorités roumaines s'intéressent à la possibilité de maximiser les avantages stratégiques qui dérivent de son statut d'État membre de l'UE et d'état riverain de la Mer Noire et du Danube, afin de faciliter le transport de biens entre la Chine et l'UE* (Oehler-Șincai, Liu Minru, 2017: 170).

Malgré le fait que les relations sino-roumaines, avant 1989, étaient uniques, basées sur un soutien réciproque solide, cette tendance ne n'est pas maintenue (Oehler-Șincai, Liu Minru, 2017 : 175). Par conséquent, il est illustratif de décrire les avancées bilatérales d'aujourd'hui comme « ne pas étant dans la perspective stratégique » (Oehler-Șincai, Liu Minru, 2017: 171). Des arguments des spécialistes, qui ont des points communs et sont généralement soutenus, débattent le fait que « la relation entre la Roumanie et la Chine et d'autres partenaires traditionnels s'est affaiblie pendant le processus d'adhésion et d'intégration » (Oehler-Șincai, Liu Minru, 2017: 172). Néanmoins, il est évident que la Roumanie a perdu de nombreuses opportunités, y compris des avantages historiques, dans le développement de la coopération économique avec la plus grande économie émergente, la Chine.

Ayant examiné quelques communiqués récents délivrés par le Ministère des Affaires étrangères roumain, il est essentiel d'observer que les positions de la Roumanie suivent un certain modèle : non seulement ils n'ont pas été délivrés sous le format 16+1 habituel, mais également, dans la plupart des rencontres bilatérales et grands sommets, la Roumanie a été représentée exclusivement par des secrétaires d'état. Par exemple, en 2015, au sommet entre la Chine et les pays de l'Europe Centrale et Orientale, organisé à Suzhou, la Roumanie a envoyé des ministres du Cabinet, « même si la rencontre a été dédiée aux présidents ou aux premiers ministres » (RISAP, 2015), alors que la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie ou la Pologne ont été toutes représentées à un niveau plus élevé. À Suzhou, la Roumanie n'est pas parvenue à signer d'accords importants par rapport à l'ICR.

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)

Conclusions

Parmi les raisons auxquelles je peux songer dans ma tentative d'argumenter le manque d'implication se trouve le niveau du politiquement correct. Les changements internes brusques et successifs ont impacté les relations externes de la Roumanie, notamment celles avec l'Extrême-Orient. La Roumanie manque du pragmatisme lorsqu'elle approche les relations internationales à cause des luttes de pouvoir internes, alors que les choses semblent déjà mêlées dans un certain cercle vicieux. L'ordre établi est devenu incapable de générer des positions de leadership et des stratégies externes pertinentes. En plus, le même ordre établi n'a pas rassemblé les innovations, peut-être la force qui aurait pu impacter la représentation de la Roumanie. Par conséquent, contrairement au *trio* mentionné auparavant, la Roumanie a montré des signes successifs de léthargie dans les débats sur l'ICR.

La recherche roumaine concernant l'ICR est divisée et rejetée par les agents gouvernementaux. Qui plus est, Iulia Monica Oehler-Șincai de l'Académie Roumaine, ainsi que de jeunes chercheurs de l'Institut roumain pour l'étude de l'Asie-Pacifique, un groupe de réflexion indépendant basé à Bucarest, ont entrepris une série de recherches et d'analyses qui débattent l'ICR, expliquent le potentiel intérêt du projet pour la Roumanie et observent de près l'évolution des actions et des réactions de la Chine dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale. Dans une autre perspective, Oehler-Șincai et Liu Minru, dans une de leurs recherches plus récentes, ont effectué des entretiens avec des représentants du gouvernement, des sinologues et des journalistes en Roumanie. Une partie de cette recherche m'a attiré l'attention, à savoir la question *Estimez-vous que le gouvernement roumain actuel soutient le renforcement des relations avec la Chine? - Oui ; - Non ; - Je ne sais pas* (Oehler-Șincai, Liu Minru, 2018 : 193). Il faut en convenir que Oehler-Șincai et Liu ont conclu que ceci a « mené à des réponses positives parmi les experts des ministères et à des réponses négatives parmi les sinologues et les journalistes » (Oehler-Șincai, Liu Minru, 2018 : 193).

D'autre part, il existe d'autres aspects plus optimistes qui valent la peine d'être mentionnés. En premier lieu, le sommet 16+1 de 2013 a eu lieu à Bucarest. *En second lieu,* la Roumanie a décidé récemment d'accueillir le Centre pour le dialogue et la coopération sur des projets énergétiques dans le même cadre. En troisième lieu, la réitération et les propos rassurants des objectifs du format 16+1 sont connus sous le nom de Lignes directrices de Bucarest pour la coopération entre la Chine et les états de l'Europe Centrale et Orientale. En quatrième lieu, « le gouvernement roumain... a approuvé le début des discussions sur les conditions sous lesquelles le pays pourrait devenir membre de la BAII. » (Suokas, 2016). En dernier lieu, la

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)

Roumanie a été le deuxième pays (de l'Europe Centrale et Orientale) qui a signé un Mémorandum de Compréhension pour le développement de la coopération bilatérale dans la zone économique de la Route de la soie.

Bibliographie

Bērziņa-Čerenkova, U. A. 2016. « BRI Instead of OBOR – China Edits the English Name of its Most Ambitious International Project », in *Latvian Institute of International Affairs*, [En ligne]: http://liia.lv/en/analysis/bri-instead-of-obor-china-edits-the-english-name-of-its-most-ambitious-international-project-532 [consulté le 9 décembre 2017].

Cheng, Y., Song, L., Huang, Y. 2018. T*he Belt & Road Initiative in the Global Arena - Chinese and European Perspectives*. Palgrave Macmillan Ferdinand, P. 2018. « Westward ho-the China dream and 'one belt, one road': Chinese foreign policy under Xi Jinping », *International Affairs*, 92(4), p. 941-957.

Godement, F. Vasselier, A. 2017. « China at the Gates: A New Power Audit of EU-China Relations », in *Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy*. [En ligne] : http://carnegieendowment.org/2017/12/01/china-at-gates-new-power-audit-of-eu-china-relations-pub-74919 [consulté le 12 décembre 2017].

Góralczyk, B. 2017. « China's interests in Central and Eastern Europe: enter the dragon », *European View* 16, n° 1.

Goulard, G.2017. « France, Italy, and China's ‹Belt and Road' Initiative », in *The Diplomat*, [En ligne] : https://thediplomat.com/2017/03/france-italy-and-chinas-belt-and-road-initiative/ [consulté le Dec 12, 2017].

Government of Romania, Ministry of Foreign Affairs (2017) *Participarea secretarului de stat pentru afaceri bilaterale globale, Monica Gheorghiță, la reuniunea coordonatorilor naționali ai Cooperării China - Europa Centrală și de Est (16+1)*. [En ligne] : http://mae.ro/node/43598 [consulté le 2 décembre 2017].

Government of the People's Republic of China, The National Development and Reform Commission, Ministry of Foreign Affairs, and Ministry of Commerce (with State Council authorization). 2015. *Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st-Century Maritime Silk Road*, 2015 [En ligne] : http://en.ndrc.gov.cn/newsrelease/201503/t20150330_669367.html [consulté le 3 décembre 2017].

Mayer, M. (éd.) 2018. *Rethinking the Silk Road. China's Belt and Road Initiative and Emerging Eurasian Relations*, Palgrave Macmillan.

Oehler-Șincai, I. Minru, L. 2018. « Sino-Romanian relations under the New World Order », in *China's Relations with Central and Eastern Europe. From "Old Comrades" to New Partners*, ed. Weiqing Song. Routledge.

Song, W. (ed.) 2018. *China's Relations with Central and Eastern Europe. From "Old Comrades" to New Partners*, Routledge, 2018.

Tao, X. 2017. « Chinese Foreign Policy With Xi Jinping Characteristics », in *Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy*, November 20, [En ligne] : http://carnegietsinghua.org/2017/11/20/chinese-foreign-policy-with-xi-jinping-characteristics-pub-74765 [consulté le 30 novembre 2017].

The Romanian Institute for the Study of the Asia-Pacific. (2015) « Summitul China-CEE: România nu a prins trenul de pe Drumul Mătăsii », *The Romanian Institute for the Study of the Asia-Pacific Website*. [En ligne]: http://risap.ro/summitul-china-cee-romania-nu-a-prins-trenul-de-pe-drumul-matatsii/ [consulté le 2 décembre 2017].

Tian, J. 2016. « One Belt and One Road: Connecting China and the world », *McKinsey & Company*. [En ligne] : https://www.mckinsey.com/industries/capital-projects-and-infrastructure/our-insights/one-belt-and-one-road-connecting-china-and-the-world [consulté le 17 novembre 2017].

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)

Turcsányi, R. 2014. « Central and Eastern Europe's courtship with China: Trojan horse within the EU? », in *EU-Asia at a Glance*, European Institute for Asian Studies. [En ligne] : http://www.eias.org/wp-content/uploads/2016/02/EU-Asia-at-a-glance-Richard-Turcsanyi-China-CEE.pdf [consulté le 12 avril 2017.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A29320 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 00:53:59 UTC)